

Le Centenaire de la Bataille de la Nouvelle-Orléans et le Président Andrew Jackson

A l'exemple des cités antiques, la ville de la Nouvelle-Orléans célèbre, depuis hier, par une série de fêtes officielles et populaires, le centenaire d'une journée, en même temps que la mémoire d'un de ses grands citoyens, le Président Andrew Jackson, dont le souvenir se rattache étroitement à la bataille de la Nouvelle-Orléans.

Le gouvernement des Etats-Unis n'est pas resté à l'écart de cette solennité, à laquelle participent des navires de guerre ainsi que des troupes de l'armée régulière. La Louisiana Historical Society, qui, dès l'année dernière, avait pris l'initiative de cette célébration de la fête du centenaire et en avait élaboré le programme, d'accord avec M. Behrman, Maire de la ville et l'administration municipale, n'ont eu garde d'oublier d'associer aux fêtes les enfants des écoles. C'est, en effet, sur les jeunes imaginations que ces sortes de manifestations marquent plus particulièrement leur heureuse empreinte.

On ne saurait assez convaincre les enfants de cette vérité que l'histoire n'est que l'exercice d'une des plus hautes facultés humaines; que l'histoire n'est pas une littérature, que c'est une activité se prolongeant du passé à l'avenir; que si l'humanité n'écrit pas l'histoire, tout son acquis se perdrait au fur et à mesure qu'il se gagne; que la civilisation s'évanouirait à chaque disparition, soit générale, soit individuelle. Aussi, sans sortir de notre sujet, quelle utile leçon de choses, par exemple, cette bataille de la Nouvelle-Orléans ne fournirait-elle pas, pour l'instruction d'une classe, au professeur qui conduirait ses élèves sur le terrain du combat, à Chalmettes, pour leur en expliquer, sur place, les plus notables péripéties? Dans un pareil récit, tout se prêterait à d'intéressantes et même, à de pittoresques reminiscences, puisqu'il a été vingt fois écrit et répété combien les premières légendes, avant que la Louisiane ait été sérieusement explorée, parlaient avec emphase du roi des eaux, du Mississippi, roulant majestueusement ses ondes rapides et infatigables au travers de ses larges rives. C'était le cadre ordinaire de la période des rêves, lorsque le vieux monde commençait à entendre parler des continents nouvellement découverts. Sans doute, qu'en entreprenant leur expédition sur la Nouvelle-Orléans, qu'il s'agissait de réduire, les Anglais ne l'envisageaient pas sous une forme aux couleurs orientales. Toutefois, malheureusement pour eux, il n'en paraît pas moins établi que leur œuvre militaire, progressivement dite à été vicieuse dans sa conception et insuffisante dans son exécution. C'est ce qui résulte d'un rapport trouvé dans les correspondances et papiers du Field Marshal Sir John Burgoyne, publiés en 1873, par son gendre, le Colonel George Wrottesley.

La Nouvelle-Orléans n'avait alors qu'une population de 20.000 âmes. Ses magasins renfermaient la récolte de coton de deux années, évaluée à plus de trois millions de dollars. En dehors de ses défenses naturelles, elle n'était protégée par aucun ouvrage d'art. Elle était dépourvue de troupes et les dispositions même d'une partie de la population pouvaient inspirer quelque inquiétude, à raison des divisions qui existaient dans son sein et de la diversité des éléments qui la composaient. Les haines politiques s'ajoutaient aux antipathies de races et le gouverneur Claiborne, dont l'ardent patriotisme ne négligeait rien pour assurer la défense de la ville, était en lutte ouverte avec la Législature de l'Etat, qui se montrait infiniment moins disposée à la résistance.

Andrew Jackson, qui, à la suite de sa campagne victorieuse de 1812-14 contre les Creek, avait été nommé major général de l'armée des Etats-Unis, se trouvant placé, en cette qualité, à la tête de la division du Sud, qui comprenait, dans sa circonscription, la défense de la Louisiane. Ce fut le 24 décembre 1814 que le nouveau général fit, à la tête de son Etat major, son entrée dans la ville qu'il était chargé de défendre. Un témoin oculaire, Alex. Walker - Jackson and New Orleans - a fait, de cette entrée, un pittoresque tableau: "Le chef de cette petite troupe de cinq à six personnes, dit-il, était un homme de haute taille, se tenant droit et portant sur son visage l'ombrage de la décision en même temps que de l'inquiétude et de la préoccupation. Il paraissait fatigué et malade. Ses cheveux étaient gris; il était maigre comme un homme qui sort d'une longue et douloureuse maladie. Mais le fier et brillant regard de son oeil de faucon révélait un esprit qui dominait les infirmités de son corps; ses vêtements étaient simples

et usés jusqu'à la corde; sa tête était couverte d'un petit chapeau, ses épaules revêtues d'un petit manteau bleu espagnol; ses jambes empressées dans de grandes bottes de dragon qui n'avaient pas été cirées depuis longtemps." Il fut reçu par le gouverneur et par le maire Nicolas Girod, et prononça une courte allocution, qui excita un véritable enthousiasme. Le soir, un ami personnel du général Jackson, Edward Livingston, un avocat en renom à la Nouvelle-Orléans et qui se trouvait à la tête du corps de défense, lui offrit un grand dîner, auquel il assista en brillant uniforme et pendant lequel il étonna, par la dignité de son maintien et le charme de ses manières, la Société élégante que l'extrême simplicité de son intérieur avait quelque peu déçouverte.

Pendant qu'il faisait à la hâte les premiers préparatifs de défense, une flotte Anglaise de cinquante vaisseaux, armés de mille canons, amarrés à l'embouchure du Mississippi au Corps expéditionnaire de 20.000 hommes, commandé par sir Edward Pakenham, beaufrère du duc de Wellington et l'un des meilleurs officiers de la guerre de la Péninsule. Ces troupes devaient débarquer sur les bords de la baie et porter immédiatement en avant, dans l'espoir de surprendre la ville avant qu'elle ait été mise en état de défense. Elles arrivèrent, en effet, le 8 décembre, sur les bords de sable qui bordent le fleuve, s'embarquèrent sur une flottille de bateaux plats et pénétrèrent, le 14, dans le lac Borgne, après avoir capturé les canonniers américains qui devaient leur en interdire l'accès. Le premier soin de Jackson, dès qu'il fut informé de l'approche de l'ennemi, fut de s'assurer la liberté d'action la plus absolue: il déclara en conséquence la loi martiale et suspendit l'habes corpus.

Sous cette rude dictature militaire, la ville prit tout à coup l'aspect d'un camp. Les hommes valides de toute condition et de toute couleur furent appelés à servir comme soldats ou comme marins; les vieillards et les infirmes formèrent un corps de vétérans affectés à un service d'ordre et à la garde des forts élevés à la hâte. Les rues retentissaient du chant de la Marseillaise et du Yankee Doodle. Les femmes applaudissaient de leurs balcons, au passage des troupes. Le 18, le général en chef passa toutes les troupes en revue et leur adressa une proclamation dans laquelle il faisait appel au patriotisme de tous.

Pendant ce temps, les troupes anglaises avaient péniblement achevé leur débarquement sur un sol marécageux et sous une pluie glaciale. Le 22 décembre, Jackson fut informé qu'une avant-garde de 1600 hommes, commandés par le général Keene était à deux heures de marche de la ville. Il se porta au-devant d'elle, à la tête de deux mille hommes résolus et, après une lutte acharnée, qui se prolonga jusqu'au milieu de la nuit, il refoula l'ennemi dans les bois qui avoisinaient la ville. Dès le lendemain matin, il prit position sur un terrain, situé entre le fleuve et le marais et fit établir une ligne de retranchements, qui s'étendait sur une longueur d'un mile environ. L'extrême humidité de la terre ne permettant pas d'assurer la solidité des embrasures de canon, Jackson fit apporter, pour les maintenir, des balles de coton, et plaça ses troupes derrière ces appuis improvisés. Plusieurs pièces d'artillerie protégeaient cette ligne de défense, tandis que deux navires de guerre qui parcouraient le fleuve, le schooner "Carolina" et le sloop "Louisiana", tenaient le camp ennemi sous un feu continu. C'est dans de telles circonstances que Jackson se plaisait à déployer son énergie et sa merveilleuse activité. Il était partout, dirigeant les travaux de défense, observant les mouvements de l'ennemi, relevant le courage de ses soldats.

La situation de l'armée anglaise était difficile: elle campait sans abri et presque sans vivres au milieu d'un marécage, exposée à toutes les intempéries d'une saison rigoureuse, harcelée à toute heure par les audacieuses reconnaissances des volontaires de l'ouest, chasseurs intrépides, qui combattaient à la manière des Indiens, attaquant, la nuit, les avant-postes et surprenant les sentinelles isolées. Contraint de renoncer à l'espoir de surprendre la ville sans combat, sir Edward Pakenham ne tarda pas à reconnaître qu'il aurait à entreprendre un véritable siège, pour forcer l'armée américaine dans ses retranchements improvisés. Il se prépara activement à faire amener, de la flotte, 30 pièces de gros calibre et les fit mettre en batterie. Il employa à cet effet, à défaut de terre, de grosses barriques de sucre trouvées dans les plantations voisines et représentant une valeur considérable. Ces bizarres matériaux n'offrirent aucune résistance aux projectiles de l'ennemi; les batteries furent presque immédiatement démontées et les troupes dont elle devaient couvrir la marche, forcées de battre en retraite. Elle se replièrent, et reprit, une fois la nuit tombée, leurs anciennes positions.

Repoussé dans deux attaques successives, le général anglais résolut de tenter un effort décisif. Son plan était habile. Le signal de l'attaque fut donné dans la nuit du 8 janvier; mais les ordres reçus furent mal compris ou incomplètement exécutés: la colonne chargée de commander le mouvement du Colonel Thornton, de surprendre une batterie américaine de la rive gauche, ne put s'embarquer à l'heure prescrite, sur les bateaux plats qui devaient la transporter, et la colonne d'assaut n'e-

tait munie, au moment de se mettre en marche, ni d'échelles, ni de fascines. Sir Edward Pakenham n'en donna pas moins l'ordre du départ et confia les troupes placées sous ses ordres au point des lignes ennemies qui le supposait le plus faible. Les assaillants, accueillis par le feu nourri des batteries américaines, trouvèrent en face deux des riflemen du Tennessee et du Kentucky, renommés pour leur bravoure et pour la précision de leur tir. Le désordre se mit dans leurs rangs: le général en chef, qui s'efforçait de les rallier, fut tué en les ramenant à l'assaut; le général Gibbs tomba à ses côtés, mortellement blessé, et le Général Keene fut mis hors de combat. Le Corps d'élite de "Sutherland Highlanders", qui avait tenté, sans échelles et sous la mitraille, l'escalade du rempart, perdit cinq cents hommes; le reste se dispersa.

En l'espace d'une heure, l'armée anglaise avait été repoussée, sans que la moitié de l'armée américaine eût pris part à l'action. Les Anglais avaient perdu sept cents hommes et comptaient 1400 blessés et 50 prisonniers. Ils laissaient sur le champ de bataille trois généraux, huit colonels, vingt quatre officiers, tandis que les pertes des Américains ne s'élevaient qu'à 8 morts et 13 blessés. La colonne de 4.000 hommes commandée par le Colonel Thornton, avait seule réussi dans son attaque tardive; elle s'était rendue maîtresse de la batterie dont la possession aurait pu, un peu plus tôt, changer l'issue de la journée; mais, au moment où il venait d'obtenir ce succès partiel, le colonel reçut la nouvelle de la déroute de la colonne principale et de la mort de Sir Edward Pakenham. Le général Lambert, qui venait de prendre le commandement en chef, donna le signal de la retraite. Il ne restait, après cet insuccès, aux chefs de l'armée anglaise, qu'à assurer, dans le plus court délai, le départ et l'embarquement des troupes décimées, démoralisées, affaiblies par les fatigues et les privations. L'entreprise offrait des difficultés de plus d'un genre. La distance qui séparait le camp de la flotte était considérable et les chemins impraticables. Il fallut, en quelques jours et sans attirer l'attention de l'ennemi, créer une route, du milieu des marécages. Le général Lambert prit, avec une activité et un sang froid remarquables, toutes les dispositions nécessaires. Dans la soirée du 18 janvier, il fit, comme d'ordinaire, allumer les feux et placer les sentinelles à l'entrée du camp, et sans que rien fut changé à l'aspect extérieur, l'évacuation s'opéra pendant la nuit, au milieu du plus profond silence.

La nouvelle ne fut connue des Américains que dans la matinée du lendemain; un médecin anglais vint apporter au quartier général une lettre, dans laquelle le général Lambert recommandait à l'humanité de Jackson les blessés qu'on n'avait pu transporter. Ce dernier se rendit aussitôt au Camp anglais, et fit conduire les blessés dans les ambulances de la ville, où les dames du meilleur monde tinrent à honneur d'avoir les soins d'autres, de leur prodigier les unes qu'elles leur prodigait. Le reste de l'armée entra aussitôt à la Nouvelle-Orléans, où Jackson fit demander à l'évêque Catholique, M. de Dubourg, plus tard archevêque, de Bénédiction de chanter un Te Deum.

La cérémonie fut fixée au 21 janvier. L'armée victorieuse traversa la ville au milieu des acclamations enthousiastes de la foule qui se pressait sur son passage. Un arc de triomphe s'élevait devant la cathédrale; le soldat jonché de fleurs; des jeunes filles rangées des deux côtés, représentant les Etats et les territoires de l'Union. Le général, entouré de son Etat major, passa sous l'arc de triomphe, reçut une couronne de laurier que portaient les enfants et, après avoir été complimenté par l'évêque, fut conduit à un siège qui lui avait été préparé après de l'autel. Il répondit aux félicitations qui lui étaient adressées en y associant l'armée et la population de la Nouvelle-Orléans. "Je vous remercie, dit-il au préalable, des prières que vous offrez pour mon bonheur. Puisse avant tout le ciel entendre celles que vous inspire votre patrie. Puisse notre bien aimé pays! Puisse-t-il également accueillir celles que je lui adresse pour votre bonheur individuel, aussi bien que pour la prospérité de la congrégation confiante à vos soins! S'il en est ainsi, la prospérité, la richesse, le bonheur de cette ville seront à la hauteur du caractère et des grandes qualités de ses habitants." Des documents particuliers, trop nombreux pour prendre place ici, donnent, à propos de cette période, toutes sortes d'intéressants détails; c'est ainsi que, grâce à la bienveillance du juge honoraire M. William Boyer, conservateur de la "Howard Library", nous avons la bonne fortune de pouvoir parcourir un registre d'ordres du jour et de procès-verbaux de l'administration militaire de certains corps de troupes, où nous avons remarqué des noms chers à la société louisianaise, au milieu de laquelle leurs descendants continuent à vivre, soit à la Nouvelle-Orléans, soit dans les paroisses voisines. Nous faisons allusion notamment au nom du général Alexandre La Branche, des majors généraux Villard, Grima et de la Ronde, du brigadier-général Planche, des adjudants généraux La Nouvelle et Chotardi, du major H. de La Vergne, des commandants Lacoste et d'Arquin, des capitaines Vigné et d'Antoine, etc.

La nouvelle de la défaite et du départ de l'armée anglaise arriva le 4 février à Washington, où l'anxiété était à son comble. La ville fut illuminée; le nom du vainqueur fut bientôt dans toutes les bouches; on l'accablait comme le sauveur de l'indépendance nationale. Le Congrès se fit l'interprète de la reconnaissance publique, en votant des remerciements au major-général Jackson et, par son intermédiaire, aux officiers et soldats de l'armée régulière, des corps de volontaires et de la milice placés sous ses ordres, et en ordonnant qu'une médaille d'or, frappée en son honneur pour symboliser ce glorieux fait d'armes, lui serait offerte comme un témoignage de la haute estime du Congrès, pour sa judicieuse et belle conduite, dans cette mémorable occasion. Une nouvelle plus importante encore ne tarda pas à suivre celle de la retraite de l'armée Anglaise. Le gouvernement fédéral apprit, le 13 février, la conclusion du traité signé à Gand, le 24 décembre précédent. La guerre, qui avait, un moment, mis en question l'existence même des Etats-Unis, était terminée; mais, c'était grâce à la victoire de la Nouvelle-Orléans que l'honneur national sortait intact de cette crise. Nul doute que la population de la Nouvelle-Orléans ne confonde aujourd'hui, dans le même sentiment d'actions de grâces et de étroite confraternité internationale, le centenaire de la défense de la ville et le souvenir d'une paix qui vient d'assurer à deux grandes nations les bienfaits d'un siècle de tranquillité, de prospérité et de mutuelle estime.

Tout paraît avoir été dit sur l'humaine origine d'Andrew Jackson, sur les conditions difficiles de son enfance et de sa première jeunesse, sur ses débuts dans la vie sociale, en qualité d'instituteur, sur les persévérants efforts à l'aide desquels il parvint, grâce à de modestes ressources, à combler les lacunes de son éducation antérieure, et à obtenir, en 1787, son admission à l'exercice de la profession d'avocat auprès des cours de la Caroline du Nord. De même, on n'a pas raconté avec un moindre luxe de détails son installation comme "public prosecutor" auprès de la Cour Suprême du district occidental du Tennessee, où sa considération et son influence firent de lui, en 1786, le premier représentant envoyé au Congrès des Etats-Unis par l'Etat de Tennessee, dont il venait de rédiger la charte constitutionnelle. L'année suivante, Jackson signait au Sénat des Etats-Unis. L'année d'après, en 1798, il donna sa démission et fut appelé, par le vote de la législature de son Etat, aux fonctions de juge à la Cour Suprême. En 1801, Jackson dut abandonner ses fonctions judiciaires et se retirer, pour un temps, de la vie publique, afin de se consacrer exclusivement à ses intérêts privés.

En janvier 1812, après d'infructueuses négociations engagées par le Président Madison avec l'Angleterre, à propos des entraves causées au trafic maritime des Etats-Unis, par les mesures édictées par l'amirauté anglaise pour soustraire le commerce britannique aux effets du Blocus continental, proclamé par Napoléon, au moyen de ses décrets de Berlin et de Madrid, le Congrès ordonna la levée de 25.000 hommes de troupes régulières et l'engagement de 50.000 volontaires. Le 19 juin suivant, les Etats-Unis déclarèrent la guerre à l'Angleterre. Jackson, qui était alors, depuis onze ans, major général de la milice de l'Etat de Tennessee, se mit à la disposition du gouvernement de l'Etat, avec 2.500 volontaires de sa division, et, à la fin d'octobre, il reçut l'ordre de rejoindre, à la tête d'un détachement de 1.500 hommes, les troupes réunies à la Nouvelle-Orléans, sous le commandement du général Wilkinson, en prévision d'une descente des Anglais sur le golfe du Mexique. On sait comment cette troupe s'embarqua, le 7 janvier 1813, sur une petite flottille et descendit le cours du Cumberland, de l'Ohio et du Mississippi jusqu'à Natchez, où elle stationna jusqu'à la fin de mars 1813, époque à laquelle elle fut licenciée. La retraite s'opéra dans des conditions difficiles et au milieu d'embaras de toute nature. Ce fut pendant ces longues marches que Jackson reçut, de ses soldats, le surnom de "Old Hickory", sous lequel il est resté populaire.

Les services de Jackson ne devaient pas rester longtemps sans emploi. Le 30 août 1813, une troupe de mille guerriers indiens, appartenant à la Tribu des Creek se livra, en Géorgie et dans l'Alabama, à des déprédations qui nécessitaient une énergique répression. Andrew Jackson reçut la mission d'aller les réduire. Il les battit, le 29 novembre 1813, à Talladega et, le 9 novembre 1814, à Tohopeka. Les Creek capitulèrent et la paix leur fut consentie par le traité de Fort Jackson du 18 août 1814. Andrew Jackson avait dirigé, terminée en 8 mois, cette laborieuse campagne. Après avoir créé, organisé, discipliné et ravitaillé sa petite armée, il l'avait conduite à la victoire, dont les résultats furent considérables. C'est, pour le présent et pour l'avenir, l'accomplissement de la puissance des Indiens, qui ne tentèrent plus désormais, contre les Etats-Unis, aucune démonstration sérieuse. Le territoire du Mississippi, jusqu'alors inhabitable pour les blancs, était pacifié. Le gouvernement reconnut les services de Jackson en le nommant major général de l'armée des Etats-Unis. Il le plaça, en cette qualité, à la tête de la division du Sud et lui confia la défense de la Louisiane.

De la vie militaire d'Andrew Jackson, ses historiens nous ont cité des incidents qui dénoteraient chez lui un caractère entier, absolu, même violent, si les exigences de la discipline dans l'armée ainsi que des circonstances exceptionnelles auxquelles il s'était vu obligé de faire face, n'avaient été là pour expliquer ses procédés et, au besoin, pour les justifier. Mais, en étudiant sa carrière politique, qui n'exigeait pas un pareil absolutisme, on ne peut s'empêcher de penser que si les principes qui ont servi de règle à sa vie publique n'étaient pas exactement de ceux dont il soit permis de dire qu'ils manquaient de scrupule, on ne saurait pourtant échapper à cette impression qu'en un certain sens, les théories qu'il a mises en pratique, au cours de sa présidence, ont eu pour effet de donner à la politique des Etats-Unis une orientation plutôt funeste. Sous le régime américain, qui n'admet pas la responsabilité ministérielle, le Cabinet n'a ni rôle constitutionnel, ni existence légale. A l'opposé de ses prédécesseurs, le Président Jackson ne consultait jamais ses ministres sur les questions de politique générale, pour se conformer à l'avis de la majorité. Il réduisit ses ministres au rôle de chefs de services administratifs, en traitant, avec chacun d'eux individuellement, les affaires de son département. Mais, à côté de ce Cabinet dépourvu d'autorité, il avait constitué un véritable gouvernement occulte, qui est demeuré célèbre dans l'histoire politique des Etats-Unis, sous le nom de cuisine "Kitchen cabinet" et qui comprenait les hommes auxquels il était redevable du succès de son élection. C'est sous l'influence de cette sorte de comité qu'au début de sa présidence, il se livra à une épuration complète du personnel administratif, ce qu'on nomme, dans le langage expressif de la politique américaine, un balayage à fond (clean sweep). De même, pour justifier les révocations qu'il venait de prononcer, il les érigait en système et il soutenait qu'il est de l'essence des gouvernements démocratiques de renouveler incessamment le personnel administratif, en établissant un mode de rotation dans les emplois (rotation in office). Nombre de bons esprits désapprouvèrent, en principe, ce système de gouvernement. Enfin, abordant un redoutable problème dont la solution devait remplir et troubler son administration, il soulevait, dans son message du 8 décembre 1829, la question du privilège de la Banque nationale des Etats-Unis. Non seulement il la souleva, mais il la résolut dans des conditions telles qu'après une expérience de près de quatre vingt ans, les hommes les plus compétents en matière financière n'ont pas encore cessé de blâmer cette réforme, à l'égal d'un monstrueux contresens économique. Toutefois, les querelles de personnes n'avaient été que les préludes et les épisodes d'un plus redoutable conflit. La lutte du Nord et du Sud venait d'éclater et les plus graves problèmes constitutionnels étaient posés devant le pays. La crise qu'allait traverser les Etats-Unis était, en réalité, le prologue du grand drame qui devait avoir pour dénouement la rébellion de 1861, le triomphe éphémère acheté de l'Union et l'abolition de l'esclavage. Tout le monde connaît l'histoire du régime protecteur établi aux Etats-Unis, par le tarif de 1816, que les Etats du Sud et ceux du Nord acceptèrent dans un sentiment commun de patriotisme. Il fut moins aisé de faire accepter aux

Etats du Sud l'établissement des droits protecteurs en 1824 et l'établissement de ce qu'on nomma le "système américain". On sait le concert de résistance qui s'éleva entre les Etats du Sud, à la suite du vote du tarif de 1828 et qui, sans l'instigation de Calhoun, vice-président des Etats-Unis, fit ressortir toute l'opposition d'intérêts qui se manifestait, à propos de cette question de tarif, entre les deux grandes fractions de l'Union. On connaît la querelle, restée célèbre, survenue à ce propos entre Jackson et Calhoun, en 1830, ainsi que les résolutions successivement prises par plusieurs des Etats du Sud, qui déclaraient que la législature du Kentucky appelait, dans une de ses manifestations, "la nullification par ces souverainetés celle des Etats parties". "Tenez-vous de tous les actes non autorisés qu'on prétend couvrir de l'autorité de la constitution." Une nouvelle loi sur le tarif, votée le 14 juillet 1832, eut pour effet de porter à son comble l'exaspération de la Caroline du Sud, dont la législature convoqua une convention, pour délibérer sur la situation créée par le vote du Congrès, appela la milice et les volontaires et autorisa l'achat d'armes. De son côté, le Président Jackson ne restait pas inactif. Il avait envoyé deux navires de guerre devant Charleston et, le 11 décembre, il adressa à la Caroline du Sud une proclamation, qui se distinguait par les doctrines dont elle contenait l'expression, ainsi que par l'élevation de la pensée et la patriotique émotion dont elle était empreinte. Le thème de la souveraineté des Etats n'était formellement condamné. Le 26 janvier suivant, le Président, qui venait d'être réélu, adressa au Congrès un message, dans lequel il rendait compte des mesures révolutionnaires votées dans la Caroline du Sud et demandait les pouvoirs nécessaires pour maintenir l'intégrité de l'Union et assurer l'exécution des lois, par tous les moyens constitutionnels. C'est alors qu'intervint le vote, par le Sénat, du "force bill", qui conférait au Président les pouvoirs réclamés par le message. A la même époque, lui préparé et voté un projet de loi qui ramenait les droits au tarif de 1816. C'était donner aux griefs du Sud une large satisfaction. Trois ces faits sont utiles à rappeler pour montrer que Jackson était sorti grand vainqueur de cette épreuve, en

présence de laquelle il avait compris les devoirs de chef d'une grande nation et les avait remplis sans violence comme sans faiblesse. En somme, la présidence du général Jackson a marqué une époque dans l'histoire des Etats-Unis: il a imprimé une direction nouvelle à la politique de son pays et il a exercé sur les mœurs une influence qui dure encore. Parmi les plus illustres de ses concitoyens, nul n'a peut-être égalé sa prodigieuse popularité: dans tous les Etats de l'Union, des villes ou des comtés ont reçu son nom; la maison dans laquelle il a vécu, rachetée à ses héritiers, est devenue la propriété de la nation; le Congrès lui a fait ériger une statue équestre sur une des places de Washington, bien avant que le même hommage ait été rendu au fondateur de l'indépendance et de la liberté américaines.

Beaucoup en sont étonnés; mais, il convient de ne pas partager cette surprise. Les sociétés démocratiques subsistent plus que toutes les autres et, entraîné, que Thomas Carlyle a décrit sous le nom de "Hero worship" et dont il a fait une loi universelle de l'humanité. La démocratie veut avoir ses héros; elle les fait à sa mesure et à son image. Prompte à se laisser séduire par les triomphes de la force ou par les sonorités de la parole, elle n'écrit souvent de ses élus ni les notes du génie, ni les délicatesses de la conscience, ni l'intégrité du caractère; mais, elle veut, par-dessus tout, des serviteurs dociles à ses mobiles volontés; elle cherche à retrouver en eux le reflet de ses propres instincts, ou plutôt c'est elle même, avec ses passions et ses rancunes, qu'elle acclame et qu'elle prétend couronner dans leur personne. A ceux qu'elle a choisis de la sorte, elle ne marchandé ni les faveurs, ni la puissance.

"Qu'on le fasse César!" ce cri de la foule romaine, qu'a recueilli le génie de Shakespeare, n'a pas encore cessé de retentir à travers les siècles, et l'Amérique l'a entendu, à certains jours de son histoire, comme l'Europe contemporaine. C'est un mal auquel les nations modernes ne sauraient opposer s'autre remède que le développement croissant de la liberté dans les institutions et dans les mœurs. Il y va de leur avenir et de leur honneur, car si la démocratie libre est la plus noble forme de gouvernement des sociétés humaines, il n'en est pas de plus méprisable que la démocratie asservie. P. H. ERMONT.

Hautes récompenses de Paris et Rome décernées à une invention de St-Louis.

M. F. J. Stuart, le président des laboratoires Plapao, Inc., Block 534-A, St-Louis, Mo., a été très actif dans l'intérêt de sa compagnie et de l'humanité souffrante. Une de ses inventions, le bourrelet Plapao adhésif pour hernie, a obtenu un Grand Prix et diplôme à l'Exposition Internationale à Paris, France, et une médaille d'or et diplôme à l'Exposition Internationale à Rome, Italie. Les bourrelets Plapao sont construits différemment des bandages; c'est une application médicale qui a pour but de tenir le hernié Plapao constamment appliqué sur les muscles abdominaux affaiblis et leur rendre leur force musculaire normale. M. Stuart possède nombre de témoignages de personnes prodigieuses qui attestent que les bourrelets Plapao ont guéri leurs hernies. N'importe qui souffrant de cette maladie devrait s'adresser à M. Stuart à l'adresse ci-dessus, afin de lui demander des renseignements. Un échantillon de l'onguent Plapao sera envoyé gratis à n'importe quelle personne le demandant.

VEUVE JACOB SCHOEN ENTREPRENEUR DE POMPES FUNEBRES ET EMBAUMEUR. 3125 et 3127 rue Bourgoigne, Entre Clouet et Louis, Nouvelle-Orléans. G. B. HUBBARD, Directeur. Téléphone, Hemlock 463. 27 Juin - 10h 00m

JACOB SCHOEN & SON Embaumeurs et entrepreneurs de pompes funèbres. 519 avenue des Champs-Elysées. Phone, 1100 et 1101, Hemlock. 106-140 00m

F. LAUDUMIEY & Co., Ltd. B. ADER, Vice-Président. EMILE ADER, Secrétaire.

F. LAUDUMIEY & Co., Ltd. Successeurs de Louis C. Rockenbach. (NOR CIVIL DE DISTRICT pour le Paroisse, d'ORLEANS - No. 108 22 - Division 2 - Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déclarer dans les jours qui suivront la présente notification les créances qu'ils ont ou peuvent avoir sur les biens de la succession, le compte présenté par Edouard Rockenbach, épouse de Joseph Rodriguez, exécutrice d'après testament de Louis C. Rockenbach, au service des créanciers de la succession, au service des créanciers de la succession et les fonds dûment déposés au dit compte. Par ordre de la Cour. FRANK T. ECHZABAL, Avocat. Jan - 3 0 11

Entrepreneurs de Pompes Funèbres et Embaumeurs 1108-1112 RUE NORD REMPARTS PHONE, HEMLOCK 408 AVIS DE SUCCESSIONS